

On a trop souvent voulu faire croire que la vie politique au Rwanda se réduisait au face à face strict d'un régime hutu majoritaire et d'une rébellion tutsi minoritaire. Pourtant, de 1990 à 1994, à l'avènement du multipartisme, une opposition démocratique, menée par le Mouvement Démocratique Républicain (MDR), héritier de l'ancien parti MDR-PARME-HUTU de 1959, a tenté d'exercer pleinement son rôle. Toutefois, malgré ses aspirations au changement, ce mouvement est resté aux prises avec les ambiguïtés idéologiques qui, depuis plus de trois décennies, traversent l'espace politique rwandais : manipulation de l'histoire, conflictualité de mémoires, arithmétique ethnique.

En analysant les rouages politiques et idéologiques des quatre années qui ont précédé le génocide, cet ouvrage met en lumière l'échec de cette opposition et montre comment la reconstruction morale du Rwanda passe aussi par l'ouverture d'un débat franc et élargi sur l'histoire du pays.

*Les Africains*

dirigée par Jean-François BAYART

PRIX FNAC  
21,85 EUR



15/03/05 AFRIQUE

ISBN : 2--84586-045-5

Couverture : Laetitia CAMMAS



KARTHALA

RWANDA, LE PIÈGE DE L'HISTOIRE

Jordane Bertrand



Jordane Bertrand

# RWANDA

*L'opposition démocratique avant le génocide (1990-1994)*

## LE PIÈGE DE L'HISTOIRE

*Les Africains*

KARTHALA

L'objectif du FPR est de montrer qu'il ne peut accepter de négocier tant que des massacres ont lieu au Rwanda contre des Tutsis :

« Nous devons envoyer un message fort au gouvernement d'Habyarimana. Pendant que nous poursuivons le processus de paix, ils doivent le respecter. (...) Vous avez du entendre parler des massacres de Gisenyi et de Ruhengeri. Ces massacres ont eu lieu sous l'instigation du gouvernement. (...) Nous ne devons pas rester indifférents à ces massacres. (...) Nous lui avons montré qu'il ne pourra pas continuer ces massacres impunément. »<sup>4</sup>

Le FPR dénonce également les violations successives du cessez-le-feu par les troupes gouvernementales, les contestations répétées du Président et de son parti du protocole d'accord sur le partage du pouvoir, et la présence des troupes françaises considérées par le FPR comme un facteur de maintien et de consolidation du régime Habyarimana.

L'impact psychologique de cette attaque est considérable au Rwanda, dans un sens qui n'est pas positif pour le FPR. En effet ce dernier, malgré ses justifications, est coupable d'avoir violé le cessez-le-feu en pleine période de négociations. Et surtout, les 900000 réfugiés qui fuient devant l'offensive traumatisent la population et l'opposition qui se disent alors prêtes à soutenir le combat des FAR.

Selon le même schéma qu'en juin 1992, l'attaque du FPR force les partis à prendre position. A la différence près que la situation générale est bien plus tendue, les forces du FPR se trouvant très près de la capitale, et que l'offensive a des conséquences désastreuses sur la situation sanitaire et alimentaire du pays. On dénonce par ailleurs les atrocités commises par le FPR lors de son avancée vers la capitale. Il est ainsi de plus en plus difficile pour certains membres de l'opposition de ne pas croire que l'ambition du FPR n'est rien d'autre qu'un pouvoir non-partagé et que les négociations ne sont qu'une manœuvre supplémentaire pour gagner du temps. L'opposition qui dénonce la lutte armée se retrouve dans la position difficile de

4. Interview de Paul Kagame, *Le Monitor* n° 26, 26 février 1993. Interview reprise dans *Isibo* n° 94, avril 1993.

se prononcer sur cette offensive, sans mettre à mal le processus de négociation.

Ainsi, à la fin du mois de février, les partis d'opposition se retrouvent confrontés à une nouvelle donne politique et stratégique par rapport à laquelle vont se définir de nouveaux enjeux politiques, collectifs et individuels.

Les deux rencontres simultanées de Bujumbura et de Kigali esquissent déjà la ligne de partage selon laquelle les différents acteurs vont prendre position. La rencontre de Bujumbura réunit du 25 février au 2 mars une délégation des cinq partis d'opposition et le FPR. L'initiative vient de l'opposition intérieure qui désire rencontrer le FPR sur des bases neutres afin de renouer le dialogue et de relancer le processus de paix. Le communiqué final appelle à la signature d'un cessez-le-feu durable, au retrait des forces étrangères, en particulier des Français, au retour des déplacés dans leur région d'origine et au passage devant la justice des responsables de massacres.

Alors que la rencontre de Bujumbura s'achève, le président Habyarimana réunit autour de lui à Kigali, non seulement les représentants du MRND, de la CDR, et de sept petits partis, mais aussi des représentants des partis MDR, PSD, PL et PDC<sup>5</sup>. Il semble qu'un Français ait été présent à cette réunion<sup>6</sup>. N'oublions pas, par ailleurs, que quelques jours auparavant<sup>7</sup>, le ministre français de la Coopération, Marcel Debarge, a appelé à la formation d'un « front commun » contre le FPR. Il a apparemment été entendu. Le communiqué final de cette rencontre condamne l'action du FPR, décidé, selon lui, à prendre le pouvoir par la force avec le soutien de l'Ouganda. Il approuve la présence des militaires français, et appelle le gouvernement à mobiliser toute la population pour la défense civile du pays<sup>8</sup>.

Ces deux événements montrent combien les fissures présentes au sein du MDR et de l'opposition se sont creusées à la faveur de la guerre de février et comment l'opposition n'a plus guère de

5. Le représentant du MDR à la conférence de Kigali est Donat Murego, celui du PSD, Paul Secyugyu, celui du PL, Stanislas Mbonampeka, et du PDC, Gaspard Ruhumuliza.

6. Entretien, 19 février 1998.

7. Marcel Debarge est à Kigali le 28 février 1993.

8. G. Prunier, *The Rwanda crisis...*, op. cit., p. 179.